

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article 20, Titre ... : Espace de liberté, de sécurité et de justice, Partie II de la Constitution

Déposée par MM. Hubert HAENEL et Alexandru ATHANASIU, membres titulaires.

Article 20 : [Parquet européen]

~~1) En vue de combattre les crimes graves ayant une dimension transfrontalière, ainsi que les activités illégales portant atteinte aux intérêts de l'Union, le Conseil, statuant à l'unanimité, après avis conforme du Parlement européen, peut adopter une loi européenne créant un Parquet européen au sein d'Eurojust. Le Parquet européen est compétent pour rechercher, poursuivre et renvoyer en jugement les auteurs et complices des crimes graves affectant plusieurs États membres, ainsi que des infractions aux intérêts financiers de l'Union, tels que déterminées par la loi prévue au paragraphe suivant. Il exerce devant les juridictions compétentes des États membres l'action publique relative à ces infractions.~~

Un Parquet européen est institué pour les États membres qui ont déclaré accepter sa création.

Le Parquet européen est compétent pour lutter contre la criminalité grave affectant deux ou plusieurs États membres concernés, ainsi que les activités illégales portant atteinte aux intérêts de l'Union.

Le Parquet européen est doté de la compétence de déclenchement des poursuites, de direction de celles-ci et d'évocation d'affaires.

Il supervise les activités d'enquête d'Europol et de l'Olaf, lorsqu'elles concernent les États membres ayant accepté sa création.

Le Parquet européen met en œuvre les priorités de l'action publique fixées par le Conseil, conformément à la procédure visée au paragraphe 3.

~~2) La loi visée au paragraphe précédent~~ *Le Conseil, statuant selon la procédure visée au paragraphe 3, fixe le statut du Parquet européen, les conditions d'exercice de ses fonctions, les règles de procédure applicables à ses activités ainsi que celles gouvernant l'admissibilité des preuves et les règles applicables au contrôle juridictionnel des actes de procédure pris par le Parquet européen dans l'exercice de ses fonctions. Il détermine également les modalités de l'information conjointe du Parlement européen et des Parlements nationaux des États concernés sur les activités du Parquet européen.*

~~3°) Pour l'adoption des mesures visées aux paragraphes 1 et 2 du présent article, le Conseil statue à l'unanimité des États membres ayant déclaré accepter la création du Parquet européen, après consultation du Parlement européen et des Parlements nationaux de ces États.~~

Explication éventuelle : Il sera difficile d'obtenir l'unanimité pour créer un Parquet européen dans une Union de vingt-cinq États membres. Cette proposition d'amendement vise donc à instituer le Parquet européen sous la forme d'une « coopération renforcée », c'est-à-dire pour les seuls États qui accepteraient sa création. Cette « coopération renforcée » serait ouverte sans aucune restriction à la participation de tous les États membres.

Ce Parquet européen serait compétent pour lutter contre la criminalité grave affectant deux ou plusieurs États membres concernés, ainsi que les activités illégales portant atteinte aux intérêts de l'Union. Il serait doté de la compétence de déclenchement des poursuites, de direction de celles-ci et d'évocation d'affaires. Il superviserait les activités d'enquête d'Europol et de l'Olaf, lorsqu'elles concernent les États membres ayant accepté sa création. Il mettrait en œuvre les priorités de l'action publique fixées par le Conseil. Le Parlement européen et les parlements nationaux des États concernés seraient tenus informés de ses activités.